

Le gendarme du rail attend son nouveau patron

INFRASTRUCTURE

Le mandat de Pierre Cardo expire le 19 juillet.

L'Elysée hésite encore sur le profil pour le remplacer.

Lionel Steinmann
@lionelSteinmann

Qui sera le futur patron de l'Arafer, l'autorité de régulation du ferroviaire et des autoroutes ? Alors que Pierre Cardo, le président actuel, doit achever son mandat le 19 juillet au soir, le secteur des transports s'interroge sur l'identité de son successeur et sur les orientations qu'il fixera pour l'institution.

Le nom de Jean-Paul Huchon, ex-président de la région Ile-de-France, avait été cité avec insistance il y a quelques semaines, mais ce scénario a finalement fait flop. A cette occasion, plusieurs commentateurs ont insisté sur la rémunération du poste (148.000 euros brut par an) et sur le fait que son titulaire était nommé par décret pour six

ans et non révocable pour l'assimiler à une sinécure.

Bien au contraire : depuis sa création en 2010, l'institution n'a cessé d'accroître son influence. Disposant du statut d'autorité publique indépendante, elle a pour mission de veiller au bon fonctionnement du rail et, à ce titre, a pris plusieurs décisions embarrassantes pour SNCF Réseau, l'établissement public qui gère les infrastructures. Elle est également chargée d'accompagner l'ouverture progressive du secteur à la concurrence et peut décider de sanctions si la SNCF venait à abuser de sa position d'opérateur historique. La réforme ferroviaire de 2014 a encore accru ses pouvoirs.

En toute indépendance

Par ailleurs, l'Arafer a également autorité depuis l'an dernier, sur le marché des cars longue distance, ainsi que sur le secteur des autoroutes. Elle doit notamment s'assurer, sur ce dernier sujet, que les concessionnaires attribuent sans favoritisme leurs marchés de travaux publics.

Si l'institution s'est imposée en relativement peu d'années, c'est notamment grâce à la per-

sonnalité de son président. Ancien maire de Chanteloup-les-Vignes, député jusqu'en 2010, Pierre Cardo a veillé tout au long de son mandat à ce que l'Arafer exerce la plénitude de ses prérogatives, en toute indépendance. Quitte à irriter la SNCF et les pouvoirs publics. L'illustration la plus spectaculaire a été le veto opposé à un candidat à la présidence de SNCF Réseau, qui avait pourtant reçu officiellement l'appui de François Hollande quelques jours plus tôt.

Si l'exécutif apprécie sans doute la perspective de voir Pierre Cardo quitter son bureau du 48^e étage de la tour Montparnasse, la question de sa succession n'en est pas moins épineuse. Selon plusieurs sources, l'Elysée hésiterait entre nommer à nouveau un élu ou bien choisir un haut fonctionnaire. Dans le premier cas de figure, le député PS Philippe Duron tient la corde. Grand spécialiste des transports, il a piloté depuis 2012 deux rapports de grande qualité sur le secteur. Dans le second, le nom de Thierry Guimbaud, un haut fonctionnaire du ministère des Transports, est notamment cité. Le dossier est sur le bureau de François Hollande. ■